

L'Europe sera-t-elle l'institution politique pour répondre à la crise de l'après Covid ?

Respectable Loge, La Parfaite Amitié, Orient d'Albi, Région 17

Mots-clefs : Europe

L'Europe exutoire, solution ou problème ?

Face aux problèmes actuels, toutes les nations après l'avoir critiquée, se retournent vers l'Europe pour endiguer les conséquences de la crise sanitaire.

Alors que la compétence santé ne lui est pas transférée, c'est vers elle que les pays souverains en la matière appellent à l'aide.

L'Europe peut-elle répondre aux questions de l'après Covid ?

Solidarité, crises migratoires, crises économiques, sanitaires ou sécuritaires, green deal, l'Europe peut-elle être au rendez-vous ou bien ses réalités institutionnelles en font d'ores et déjà un organisme inutile, inadapté au monde de demain.

L'avenir appartient-il aux états nation voire aux régions indépendantes ?

De nombreux partis politiques dans chacun des pays se servent de l'Europe comme bouc émissaire, l'incriminant d'être la seule coupable à tous les problèmes rencontrés dans chacune des nations.

Prônant le discours nationaliste ou dogmatique, ils en appellent à la scission avec l'Union.

Le Royaume Uni a déjà tranché ; qu'en sera-t-il de la France et de ses valeurs fondatrices : Liberté, Égalité, Fraternité.

Et maintenant ?

La banque centrale européenne a réussi à mobiliser des sommes considérables (on parle tout confondu de 1300 milliards d'euros) et rachète la dette de la plupart des pays.

Cet argent bénéficiera en grande partie aux pays les plus touchés par le Covid. Notamment pour financer les mesures sociales exceptionnelles prises pendant la crise.

Tous les pays de l'Union, même si un ensemble de valeurs semblent communes, n'ont pas la même histoire, la même culture.

« Unis dans notre diversité » devrait être une des devises européennes.

Car bien sûr, sur bien des points des désaccords existent. Des pays dits « frugaux », s'opposent régulièrement aux pays du sud sur les sujets de rigueur économique. Les pays d'Europe centrale ont une vision de la démocratie différente des pays occidentaux ; ces mêmes pays ont une vision diverse du principe de laïcité.

Enfin l'obligation statutaire d'unanimité de décision à 27, entraîne des positions individualistes, sur des sujets qui demanderaient une réponse claire et commune.

Ces exemples de divergences, et ils sont encore nombreux, remettent-ils en cause nos principes fondamentaux ?

Tous les Etats viennent d'accepter une mutualisation de la dette, des aides considérables sont attribuées aux pays les plus touchés. Durant cette crise plusieurs pays ont offert des lits d'hôpital aux nations les plus marquées par la maladie. La fraternité fait ici sens.

A ce propos, la santé, domaine de compétences des états, montre par exemple que le nombre de lits est nettement plus important en Allemagne qu'en France, pour le même pourcentage de PIB attribué. L'Europe n'est pour rien dans cette réalité !

Le « vieux continent » est considéré à juste titre comme le lieu au monde où le principe de liberté dans son ensemble est le moins bafoué.

L'égalité des droits dans les domaines de compétences européennes (justice, libre circulation, etc..) est une réalité.

Nos valeurs fondatrices ne sont donc pas remises en cause par l'institution.

Les critiques sont souvent formulées dans des domaines qui ne sont pas du ressort exclusif de la Communauté Européenne.

Propositions pour l'avenir de l'Europe

Création d'un gouvernement européen qui gère les grands domaines de compétences qui devront être transférés à l'Europe : Défense, immigration, économie (relocalisation de l'industrie dans des domaines stratégiques : santé, nouvelles technologies, armement, énergie etc...), lutte contre le terrorisme ou le grand banditisme, transition écologique, positions de politique étrangère.

Ce qui entrainerait de fait la fin des décisions unanimes à 27, ce gouvernement étant élu directement par le Parlement.

Face aux grands blocs économiques et politiques qui se profilent pour l'avenir, seules des positions communes et homogènes dans les réponses à fournir, nous permettront de lutter à armes égales.

L'Europe est le plus grand marché économique au monde.

Établir des listes transnationales aux élections européennes, sur de vrais programmes, et non plus des listes par pays, permettant ainsi de donner plus de pouvoirs au Parlement de l'Union.

Aujourd'hui ces élections servent surtout le débat national, ou bien à trouver une issue pour certains politiciens, qui ne siègent même pas (nombreux exemples récents)

**Créer un gouvernement européen pour parler d'une seule voie en temps de crise, telle que celle que nous venons de vivre.
Il aura pour but de préparer et d'anticiper les crises à venir d'ordre sanitaire ou sécuritaire.**